

**Discours du Secrétaire général prononcé à l'Assemblée générale
New York, le 23 septembre 2008**

Pour une prise en main collective des affaires mondiales

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à l'ouverture du débat général de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale.

Il est d'usage qu'à cette occasion, le Secrétaire général fasse le point de la situation dans le monde et présente sa vision des choses pour l'année à venir.

Nous sommes tous bien conscients des périls de l'époque que nous vivons.

Le système financier international est en crise. Le secteur de l'énergie de même. Et le secteur alimentaire également.

Les négociations commerciales ont échoué, une fois de plus.

De nouvelles guerres ont éclaté, de nouveaux foyers de violence sont apparus, et la logique de l'affrontement a gagné du terrain.

Les changements climatiques font peser sur notre planète une menace de plus en plus apparente.

Nous disons souvent que les problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales.

Et pourtant...

Aujourd'hui, nous sommes face à une crise d'un type nouveau.

Comme les autres, elle fait fi des frontières. Elle touche toutes les nations. Et elle implique tous les autres problèmes.

C'est une crise dans la direction des affaires mondiales.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes à la veille d'une profonde transition.

Notre monde a changé, plus peut-être que nous ne le pensons.

De nouveaux pôles de pouvoir et de direction sont apparus en Asie, en Amérique latine et dans les nouveaux pays développés.

Les problèmes sont aujourd'hui plus complexes.

Dans ce monde nouveau, les difficultés que nous rencontrons concernent la collaboration plutôt que l'affrontement.

Les nations ne peuvent plus protéger leurs intérêts, ni améliorer la vie de la population, sans être partenaires de toutes les autres.

Et pourtant, je suis inquiet.

Le risque existe que cette nouvelle réalité soit perdue de vue.

Je crains que les nations ne se replient sur elles-mêmes plutôt que de se tourner ensemble vers leur avenir commun.

Je crains un recul par rapport aux progrès que nous avons accomplis, en particulier en ce qui concerne le développement et le partage plus équitable des fruits de la croissance mondiale.

Un tel repli, un tel recul seraient tragiques.

Car une chose est sûre aujourd'hui.

Nous devons faire plus, pas moins.

Nous devons faire plus pour aider les hommes et les femmes du monde entier à essayer à la tempête qui se prépare.

Certes, la croissance mondiale a tiré des milliards de gens de la pauvreté.

Mais ceux qui font partie des pauvres de ce monde n'ont jamais autant souffert de la pauvreté.

Certes, le droit et la justice internationaux n'ont jamais été aussi largement embrassés qu'en ce sixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Mais ceux qui vivent dans des pays où les droits de l'homme sont foulés aux pieds n'ont jamais été aussi vulnérables.

Certes, la plupart d'entre nous vivent en paix et en sécurité.

Mais la violence ne fait que s'aggraver dans de nombreuses nations qui ne peuvent pas se le permettre.

L'Afghanistan. La Somalie. La République démocratique du Congo. L'Iraq. Le Soudan. Et j'en passe.

Ce n'est pas acceptable. Et ce n'est pas juste.

Nous pouvons faire quelque chose.

Si nous prenons vraiment en main les affaires mondiales, nous y arriverons.

Mesdames et Messieurs les représentants,

Je voudrais vous parler des trois piliers du développement : les droits de l'homme, la paix, et la sécurité.

Je le dis sans détour : dans le domaine du développement, la situation est grave.

Au cours de l'année écoulée, nous avons suivi avec la plus grande inquiétude la montée en flèche des prix du carburant, des denrées alimentaires et des produits de base.

Les pays riches craignent une récession, tandis que les plus pauvres n'ont plus de quoi manger.

C'est pourquoi, dans deux jours, nous tiendrons une manifestation de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous devons faire œuvre de sensibilisation partout dans le monde et mobiliser une action mondiale particulièrement axée sur l'Afrique.

Comme vous le savez, les progrès sont inégaux. Toutes les promesses n'ont pas été tenues.

Mais nous avons suffisamment avancé pour savoir que la réalisation des objectifs du Millénaire est à notre portée.

À cette manifestation de haut niveau, je réunirai une nouvelle coalition composée des gouvernements, d'ONG, de grands patrons, de groupes confessionnels et de philanthropes.

Nous savons que c'est une formule efficace. Elle a déjà fonctionné pour le paludisme, fléau qui tue un enfant toutes les 30 secondes.

L'an dernier, j'ai constitué un partenariat public-privé d'un type nouveau, qui travaille sur la base d'une stratégie scientifique, mobilise des fonds et est géré de façon centralisée à l'échelle mondiale.

Jeudi, j'annoncerai les résultats de nouvelles recherches qui montrent que ce partenariat est un succès retentissant. Le moment approche où nous pourrons déclarer que le paludisme, un des derniers grands fléaux qui pèsent sur l'humanité, a été éliminé.

Et à présent, nous allons appliquer ce nouveau modèle de partenariat mondial aux autres objectifs du Millénaire.

Je vous demanderai d'être ambitieux et concrets.

Je vous demanderai d'indiquer ce que vous comptez faire, et comment, pour nous aider à l'emporter en 2015.

Et je propose que nous tenions en 2010 une réunion au sommet sur les OMD, afin de faire le point de la suite donnée à ces nouveaux engagements.

Nous devons reprendre les choses en main, dès aujourd'hui.

Nous devons répondre à l'appel, où que nous soyons.

Nous le devons aux pauvres de la terre.

Mesdames et Messieurs,

L'ONU est le champion des plus vulnérables. Quand une catastrophe frappe, nous intervenons.

Nous l'avons fait cette année à Haïti et dans d'autres pays des Caraïbes touchés par des ouragans.

Nous l'avons fait au Myanmar après le cyclone Nargis. Dans ce pays, il faut à présent insister pour que les choses évoluent dans le domaine politique, notamment demander des avancées crédibles sur les plans des droits de l'homme et de la démocratie.

Nous l'avons fait en Asie du Sud-Est, après de graves inondations, et dans la corne de l'Afrique, où la sécheresse sévit et où 17 millions de personnes ont besoin d'aide d'urgence.

Depuis que j'ai pris mes fonctions, je demande une action plus ferme en Somalie.

Devons-nous attendre et voir encore des enfants mourir dans le sable?

À l'ONU, nous sommes des chefs de file. Nous sommes moralement obligés d'adopter la conduite que nous dictent la compassion et la solidarité humaine.

Mesdames et Messieurs,

La crise alimentaire mondiale ne s'est pas réglée.

Peut-être en parle-t-on moins dans la presse. Mais rendez-vous compte : l'an dernier, à la même époque, le riz coûtait 330 dollars la tonne. Aujourd'hui, il coûte 730 dollars.

En un an, le prix de l'aliment qui nourrit la moitié de la planète a plus que doublé.

Des gens qui achetaient le riz par sac l'achètent aujourd'hui par poignée.

Des gens qui faisaient deux repas par jour doivent se contenter d'un seul.

L'ONU a pris la tête de l'action mondiale.

L'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, mise sur pied par l'Organisation, a proposé des solutions.

Nous nous sommes employés à ce que les petits exploitants agricoles puissent se procurer des semences et de l'engrais.

Nous voulons lancer une nouvelle « révolution verte » en Afrique.

Mais en réalité, nous n'avons pas les ressources supplémentaires qu'il nous faudrait. La communauté internationale n'a pas fait ce qu'elle avait dit.

Mesdames et Messieurs,

Nous savons que la paix et la sécurité sont assaillies de toutes parts.

Dans des pays comme le Burundi et la Sierra Leone, le Libéria et le Timor-Leste, les membres des opérations de maintien de la paix, qui sont plus de 100 000, aident les habitants à surmonter les conflits et à rétablir la paix.

Il ne faut pas sous-estimer ce que l'ONU peut accomplir grâce à ses bons offices, surtout dans la diplomatie préventive. Les résultats sont visibles au Népal et au Kenya, ainsi que, je l'espère, au Zimbabwe.

À Chypre, île divisée depuis si longtemps, les chances de réunification sont réelles.

En Géorgie, l'ONU peut aider à désamorcer les tensions liées au récent conflit.

En Côte d'Ivoire, nous aiderons à organiser, avant la fin de l'année, des élections représentant un pas immense vers le relèvement et la démocratie.

Au Darfour, les délais de déploiement demeurent difficiles à respecter. Le matériel et le personnel indispensables ne sont pas encore en place.

Je manquerais à mes obligations si je ne soulignais pas à quel point il est dangereux de faire comme si l'ONU pouvait régler tous les problèmes complexes de notre temps sans bénéficier de l'entier soutien des États Membres.

Sans les ressources nécessaires, les mandats sont vides de sens.

Mesdames et Messieurs,

La crise financière mondiale compromet l'ensemble de notre action : le financement du développement, les dépenses sociales de tous les pays, riches ou pauvres, les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le moment de lancer un appel à l'action collective, à la prise en main des affaires mondiales, est indéniablement venu.

Plus tard dans l'année, à la Conférence d'examen de Doha, nous aurons l'occasion de nous pencher sur les grandes questions de la coopération économique internationale et du développement.

J'engage tous les États Membres à participer à cette conférence, au niveau le plus élevé.

Nous devons ramener l'ordre sur les marchés financiers internationaux.

Nous devons parvenir à une nouvelle conception de la déontologie des affaires et de la gouvernance qui repose davantage sur la compassion et moins sur une foi aveugle dans les « pouvoirs magiques » des marchés.

Et nous devons réfléchir à la manière dont le système économique mondial devrait évoluer pour mieux correspondre aux nouvelles réalités de notre temps.

Mesdames et Messieurs,

D'autres problèmes appellent une prise en main déterminée à l'échelle mondiale.

Je pense notamment à la lutte contre le paludisme et le sida, et à la réduction de la mortalité des mères et des enfants.

Je pense au terrorisme, ainsi qu'au désarmement et à la non-prolifération, qui n'ont rien perdu de leur importance.

Je note les progrès des pourparlers à six sur la Péninsule coréenne et demande instamment que les accords soient appliqués. Je demande une nouvelle fois à l'Iran de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et de coopérer pleinement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Je pense, surtout, aux droits de l'homme.

Nous devons absolument donner vie au principe selon lequel la justice est un pilier de la paix, de la sécurité et du développement.

Nous devons donner effet à la responsabilité de protéger.

Nous comprenons que dans ces domaines, tout n'est pas noir ou blanc.

Nous admettons que la politique peut être très complexe et nécessite d'incessants compromis.

Mais les crimes contre l'humanité ne peuvent rester impunis.

Nous avons les moyens de combattre l'impunité. Et donc nous le devons.

Enfin, je pense au problème fondamental de notre temps : les changements **climatiques**.

En décembre dernier, à Bali, les dirigeants des pays du monde se sont mis d'accord sur une feuille de route pour la période allant jusqu'à 2012, date à laquelle le Protocole de Kyoto cessera de nous guider.

Nous devons reprendre notre élan. Le premier test se présentera dans trois mois, à Poznan. D'ici là, nous devons être parvenus à nous faire une idée commune de la forme que pourrait prendre un accord mondial sur les changements climatiques.

Il ne reste que 14 mois avant Copenhague.

J'exhorte les Gouvernements polonais et danois, ainsi que tous les États Membres de l'ONU, à déployer toute leur puissance d'entraînement, à l'échelle mondiale, pour faire avancer cette question littéralement existentielle.

Mesdames et Messieurs,

Pour terminer, permettez-moi de revenir brièvement au thème de mon discours de l'an dernier : une ONU plus forte pour un monde meilleur.

Le fondement de toute notre action est la responsabilité.

Le Secrétariat de l'ONU est responsable devant vous, les États Membres. C'est pourquoi j'insiste tellement pour que l'Organisation soit réformée.

Nous devons transformer la culture onusienne. Nous devons devenir plus rapides, plus souples, plus efficaces. Plus modernes.

Dans les semaines qui viennent, je vous demanderai d'appuyer mes propositions concernant un nouveau dispositif de gestion des ressources humaines.

Nous devons remplacer l'actuel régime des engagements et modifier les conditions d'emploi.

Ceux qui existent actuellement sont défaillants et démoralisants.

Ils découragent la mobilité entre les départements du Secrétariat et les missions.

Ils favorisent la stagnation plutôt que la créativité.

Ils dévalorisent le bien le plus précieux de l'Organisation, ce corps de fonctionnaires internationaux dévoués sur qui repose toute son activité.

Chaque fois que je me déplace, je fais tout pour aller à la rencontre de ces hommes et de ces femmes courageux et déterminés.

Ils travaillent dans les conditions les plus difficiles, des conditions qui souvent exigent d'eux de grands sacrifices personnels. Je ne dirai jamais assez l'admiration qu'ils m'inspirent.

Le moment est venu d'investir davantage dans notre personnel.

C'est pourquoi je prône la mobilité et la formation, propres à ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles aux fonctionnaires tout en donnant une souplesse et un dynamisme nouveaux à l'Organisation.

Enfin, n'oublions pas non plus ceci :

Vous, les États Membres, êtes également responsables les uns devant les autres, et devant l'Organisation.

Vous ne pouvez continuer à adopter des résolutions portant création d'opérations de paix ambitieuses sans mettre à notre disposition les troupes, les fonds et le matériel nécessaires.

Nous ne pouvons envoyer dans le monde nos fonctionnaires courageux (dont 25 ont perdu la vie cette année) sans tout faire pour assurer leur sécurité.

Nous ne pouvons réformer cette Organisation essentielle sans ressources.

Mesdames et Messieurs,

Il faut du courage et de la détermination pour honorer les engagements pris malgré les contraintes budgétaires et l'opposition politique.

Il faut du courage et de la détermination pour engager des soldats dans un combat pour la paix qui se déroule au loin.

Il faut du courage et de la détermination pour défendre la justice; pour engager la lutte contre les changements climatiques quand des voix puissantes s'y opposent; pour s'élever contre le protectionnisme et faire des concessions commerciales, mais dans son propre intérêt.

Et pourtant ... c'est pour ça que nous sommes ici.

Nous avons une belle occasion à saisir.

Nous avons de bonnes raisons d'être optimistes.

Les incertitudes d'aujourd'hui se dissiperont.

Les problèmes que nous rencontrons, nous les avons créés nous-mêmes. Nous pouvons donc les régler, ensemble.

En nous montrant réfléchis et responsables, nous préparerons une nouvelle ère de prospérité mondiale plus largement et plus équitablement partagée.

Je compte sur votre courage et votre détermination.

Merci beaucoup.